



# Assemblée générale

Distr. générale  
18 juillet 2005  
Français  
Original: anglais

---

## Soixantième session

Point 104 de l'ordre du jour\*

### Traité d'interdiction complète des armes nucléaires

#### Rapport du Secrétaire général

1. Au paragraphe 8 de sa résolution 59/109 en date du 3 décembre 2004, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'établir, en consultation avec la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, un rapport sur les efforts faits par les États qui ont ratifié le Traité pour parvenir à l'universalisation de ce dernier et sur la possibilité de fournir aux États qui en font la demande une assistance concernant les procédures de ratification, et de lui présenter ce rapport à sa soixantième session.

2. Le présent rapport est présenté en application du paragraphe susmentionné. On trouvera dans l'annexe ci-jointe des renseignements sur la question qui ont été fournis par la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires.

---

\* A/60/150



## Annexe

**Rapport sur les efforts faits par les États qui ont ratifié  
le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires\*  
(septembre 2003-juillet 2005)**

| <i>État</i>  | <i>Date</i>                   | <i>Activités et contexte</i>   | <i>Observations</i>   |
|--|-------------------------------|--|---|
| <b>1. Niveau bilatéral</b>                               |                               |  |   |
| <b>1. a) Activités relatives aux États de l'annexe 2</b> |                               |  |   |
| Australie  | 2003-2005                     | Depuis la Conférence qui s'est tenue en 2003, en application de l'article XIV, l'Australie mène des activités de sensibilisation et en vue d'encourager les États de l'annexe 2 qui ne l'ont pas encore fait à signer et/ou ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Parmi ces États, on citera la <b>Chine</b> , les <b>États-Unis d'Amérique</b> , l' <b>Indonésie</b> et le <b>Pakistan**</b> .  |   |
| Canada   | Septembre 2004-<br>avril 2005 | Le Canada a prêté un appui au Représentant spécial nommé en application de la mesure e) énoncée dans la déclaration finale de la Conférence tenue en 2003 en application de l'article XIV (Représentant spécial de la Conférence tenue en application de l'article XIV), avant les visites que celui-ci prévoyait d'effectuer en <b>Chine</b> , aux <b>États-Unis d'Amérique</b> , en <b>Inde</b> , en <b>Indonésie</b> , au <b>Pakistan</b> et au <b>Viet Nam</b> . |   |
| Fédération de Russie                                     | Septembre 2003-<br>mai 2005   | La Fédération de Russie a effectué différentes démarches auprès des gouvernements et des <b>États concernés dont le nom figure à l'annexe 2 du Traité</b> , afin de faciliter l'entrée en vigueur rapide du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.  | Des renseignements sur le résultat de ces démarches ont été communiqués au Représentant spécial de la Conférence tenue en application de l'article XIV. |

\* Notamment activités déjà menées à bien (c'est-à-dire qui ne sont ni en cours ni prévues) et qui visaient à promouvoir l'entrée en vigueur du Traité.

\*\* Les noms des États visés ou des instances au sein desquelles les activités sont menées figurent en caractères gras.

| État           | Date   | Activités et contexte   | Observations   |
|----------------|--|---|--|
| Finlande       | 29 septembre 2003  | Lors des consultations politiques qui se sont tenues à Helsinki, entre la <b>Chine</b> et la Finlande, cette dernière a demandé instamment à son interlocuteur de ratifier le Traité dans les meilleurs délais.   |  |
|                | Septembre 2003-<br>mars 2005   | Choisie par les États parties au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, la Finlande a fait office de coordonnateur chargé de promouvoir la coopération, par la voie de consultations officielles avec tous les États intéressés, en vue d'obtenir de nouvelles signatures et ratifications du Traité. À ce titre, elle a : |  |
|                |  | 1) Organisé des consultations officielles avec <b>tous les États signataires</b> , tenu des réunions avec les <b>États qui s'étaient portés volontaires pour aider le coordonnateur</b> dans différentes régions et mené des discussions bilatérales avec <b>un certain nombre d'États</b> ;  |  |
|                |  | 2) Organisé, à l'intention du Représentant spécial de la Conférence tenue en application de l'article XIV, des visites en <b>Chine</b> , au <b>Pakistan</b> et au <b>Viet Nam</b> ;   | Le Représentant spécial de la Conférence tenue en application de l'article XIV a rendu compte aux États signataires du résultat de ses visites, lors de consultations officielles organisées par le coordonnateur. |
|                | 3) Lancé certaines initiatives de l'Union européenne visant à promouvoir l'entrée en vigueur du Traité.  | La présidence de l'Union européenne informera le Secrétariat de l'Union européenne des activités menées dans ce domaine.  |  |
| 3-8 mai 2004   | Lors de la visite que le Ministre finlandais du commerce extérieur et du développement a effectuée au <b>Viet Nam</b> , le problème du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires a été soulevé. |   |  |
| 6 juillet 2004 | À l'occasion de la visite du Président pakistanais, la Finlande a lancé un appel au <b>Pakistan</b> pour qu'il adhère au plus vite au Traité.  |   |  |

| État   | Date                        | Activités et contexte  | Observations |
|--------|-----------------------------|--|--------------|
|        | 6-7 mai 2005                | Lors de la réunion Asie-Europe qui s'est tenue à Kyoto (Japon), le Ministre finlandais des affaires étrangères a eu, avec son homologue indonésien, des entretiens durant lesquels il a demandé où en était la ratification du Traité par l' <b>Indonésie</b> et encouragé ce dernier pays à ratifier au plus vite cet instrument.   |              |
| France | Septembre 2003-mai 2005     | La France maintient des contacts réguliers avec les États visés à l' <b>annexe 2 qui n'ont pas encore ratifié le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires</b> . Durant les discussions qui se sont tenues lors de ces prises de contact, la France a rappelé à chaque occasion à ces États l'importance qu'elle attachait à l'entrée en vigueur du Traité.   |              |
| Japon  | Fin septembre 2003-mai 2005 | <p>Le Japon a saisi chaque occasion pour souligner à quel point l'entrée en vigueur rapide du Traité est importante et a encouragé les États visés à l'annexe 2 qui n'ont pas encore signé ni ratifié le Traité à le faire, lors des réunions ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Chine</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Le Vice-Ministre japonais des affaires étrangères et le Vice-Ministre chinois des affaires étrangères ont eu des entretiens bilatéraux dans le cadre du neuvième dialogue sino-japonais sur la sécurité (février 2004);</li> <li>2) Lors des préparatifs de la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en 2005, le Ministre japonais des affaires étrangères a adressé une lettre à la Chine pour l'engager à ratifier rapidement le Traité (avril 2005).</li> </ol> </li> <li>• <b>Colombie</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Des entretiens bilatéraux ont eu lieu entre le Ministre japonais des affaires étrangères et son homologue colombien, lors de la visite que ce dernier a effectuée au Japon (en mars 2004);</li> </ol> </li> </ul> |              |

| <i>État</i> | <i>Date</i> | <i>Activités et contexte</i>   | <i>Observations</i> |
|-------------|-------------|--|---------------------|
|             |             | <p>2) Une réunion au sommet entre le Président colombien et le Premier Ministre japonais a eu lieu [dans un communiqué de presse publié à l'issue de cette réunion, la Colombie a exprimé clairement son intention de ratifier au plus vite le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, malgré la présence de certaines difficultés d'ordre institutionnel et constitutionnel) (avril 2005)];</p> <p>3) Lors des préparatifs de la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en 2005, le Ministre japonais des affaires étrangères a adressé à la Colombie une lettre dans laquelle il la priait instamment de ratifier rapidement le Traité (avril 2005).</p> <p>• <b>Égypte</b></p> <p>1) Des entretiens bilatéraux entre le Ministre égyptien des affaires étrangères et son homologue japonais ont eu lieu, lors de la visite que ce dernier a effectuée en Égypte (octobre 2003);</p> <p>2) Dans le cadre des préparatifs de la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en 2005, le Ministre japonais des affaires étrangères a adressé à l'Égypte une lettre dans laquelle il lui demandait instamment de ratifier au plus vite le Traité (avril 2005).</p> <p>• <b>États-Unis d'Amérique</b></p> <p>1) Des entretiens bilatéraux entre le Sous-Secrétaire d'État américain et le Directeur général chargé de la limitation des armements et des affaires scientifiques au Ministère japonais des affaires étrangères ont eu lieu, lors de la réunion de la Commission Japon/États-Unis chargée de la limitation des armements, du désarmement et de la vérification, qui s'est tenue à Tokyo (réunion au cours de laquelle le Japon a expliqué les raisons</p> |                     |

| État | Date | Activités et contexte   | Observations |
|------|------|---|--------------|
|      |      | <p>pour lesquelles il était résolument favorable à une entrée en vigueur rapide du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et s'est prononcé résolument en faveur d'une reconduction du moratoire américain sur les essais nucléaires (en février et juillet 2004);</p> <p>2) Dans le cadre des préparatifs de la Conférence des parties chargée d'examiner le TNP en 2005, le Ministre japonais des affaires étrangères a adressé aux États-Unis d'Amérique une lettre dans laquelle il les priait instamment de ratifier au plus vite le Traité (avril 2005).</p> <p><b>• Inde</b></p> <p>1) Une réunion des Ministres des affaires étrangères japonais et indien a eu lieu à Qindao (Chine) (en juin 2004);</p> <p>2) Une réunion des Ministres des affaires étrangères japonais et indien a eu lieu à New Delhi (en août 2004);</p> <p>3) Une réunion bilatérale des Ministres des affaires étrangères japonais et indien a eu lieu (en novembre 2004);</p> <p>4) Dans le cadre des préparatifs de la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en 2005, le Ministre japonais des affaires étrangères a adressé à l'Inde, une lettre dans laquelle il la priait instamment de ratifier rapidement le Traité (avril 2005).</p> <p><b>• Indonésie</b></p> <p>1) Des entretiens bilatéraux entre le Ministre japonais des affaires étrangères et son homologue indonésien ont eu lieu lors de la réunion ministérielle sur la coopération économique Asie-Pacifique, qui s'est tenue en Thaïlande en octobre 2003;</p> |              |

| État | Date | Activités et contexte  | Observations |
|------|------|--|--------------|
|      |      | <p>2) Dans le cadre des préparatifs de la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en 2005, le Ministre japonais des affaires étrangères a adressé à l'Indonésie, une lettre dans laquelle il la priait instamment de ratifier le Traité dans les meilleurs délais (avril 2005).</p> <p>• <b>Iran (République islamique d')</b></p> <p>1) Le Vice-Ministre japonais des affaires étrangères et son homologue iranien ont eu des entretiens bilatéraux, lors des onzième pourparlers irano-japonais qui se sont tenus en Iran au niveau des vice-ministres (en novembre 2003);</p> <p>2) Des entretiens bilatéraux ont eu lieu entre le Directeur général chargé de la limitation des armements et des affaires scientifiques au Ministère japonais des affaires étrangères et le Directeur général des affaires politiques internationales au Ministère des affaires étrangères iranien, et ce, dans le cadre des consultations sur le désarmement et la non-prolifération qu'ont tenues les deux pays à Tokyo (en janvier 2004);</p> <p>3) Des entretiens bilatéraux entre le Vice-Ministre japonais des affaires étrangères et son homologue iranien ont eu lieu lors des consultations sur le désarmement et la non-prolifération qu'ont tenues les deux pays en Iran (en juillet 2004);</p> <p>4) Dans le cadre des préparatifs de la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en 2005, le Ministre japonais des affaires étrangères a adressé à la République islamique d'Iran une lettre dans laquelle il la priait instamment de ratifier le Traité dans les meilleurs délais (avril 2005).</p> |              |

| État | Date | Activités et contexte  | Observations |
|------|------|--|--------------|
|      |      | <p><b>• Israël</b></p> <p>1) Des entretiens bilatéraux entre le Directeur général adjoint des affaires stratégiques du Ministère des affaires étrangères israélien et l'Assistant spécial du Ministre japonais des affaires étrangères ont eu lieu lors de la visite que ce dernier a effectuée en Israël (en mai 2004);</p> <p>2) Des entretiens bilatéraux entre le Directeur général chargé de la limitation des armements et des affaires scientifiques au Ministère japonais des affaires étrangères et le Directeur général adjoint chargé des affaires stratégiques au Ministère des affaires étrangères israélien ont eu lieu lors des consultations israélo-japonaises sur le désarmement et la non-prolifération qui se sont tenues à Tokyo (en juin 2004);</p> <p>3) Dans le cadre des préparatifs de la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en 2005, le Ministre japonais des affaires étrangères a adressé à Israël une lettre dans laquelle il le priait instamment de ratifier au plus vite le Traité (en avril 2005).</p> |              |
|      |      | <p><b>• Pakistan</b></p> <p>1) Une réunion des Ministres des affaires étrangères japonais et pakistanais a eu lieu à Qindao (Chine) (en juin 2004);</p> <p>2) Des entretiens bilatéraux se sont tenus entre le Président du Pakistan et le Ministre japonais des affaires étrangères, lors de la visite que ce dernier a effectuée au Pakistan (en août 2004);</p> <p>3) Le Ministre des affaires étrangères japonais et son homologue pakistanais ont eu des entretiens bilatéraux (en février 2005);</p>   |              |



| <i>État</i> | <i>Date</i> | <i>Activités et contexte</i>  | <i>Observations</i> |
|-------------|-------------|---|---------------------|
|             |             | <p>4) Dans le cadre des préparatifs de la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en 2005, le Ministre japonais des affaires étrangères a adressé au Pakistan une lettre dans laquelle il le priait instamment de ratifier au plus vite le Traité (avril 2005).</p> <p>• <b>République populaire démocratique de Corée</b></p> <p>Lors des préparatifs de la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en 2005, le Ministre japonais des affaires étrangères a adressé à la République populaire démocratique de Corée une lettre dans laquelle il la priait instamment de ratifier au plus vite le Traité (avril 2005).</p> <p>• <b>Viet Nam</b></p> <p>1) Le Ministre des affaires étrangères et le Premier Vice-Ministre des affaires étrangères japonais ont eu des entretiens bilatéraux avec le Vice Premier-Ministre du Viet Nam, lors de la visite que ce dernier a effectuée au Japon (septembre 2003);</p> <p>2) Des entretiens bilatéraux entre le Ministre japonais des affaires étrangères et son homologue vietnamien ont eu lieu lors de la réunion spéciale au sommet Japon-ASEAN qui s'est tenue à Tokyo (en décembre 2003);</p> <p>3) Lors du Séminaire national sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, qui était organisé par le Secrétariat technique provisoire, des experts japonais spécialistes du Traité ont offert au Viet Nam des conseils techniques pour la ratification du Traité, en tirant parti de l'expérience acquise par le Japon dans ce domaine, notamment lors de la mise sur pied d'un système national d'exploitation (décembre 2003);</p> |                     |

| État    | Date                        | Activités et contexte  | Observations |
|---------|-----------------------------|--|--------------|
|         |                             | <p>4) Une réunion au sommet des Premiers Ministres japonais et vietnamien a eu lieu à Tokyo (en juin 2004);</p> <p>5) Une déclaration ministérielle conjointe a été publiée à l'issue d'une réunion des Ministres des affaires étrangères japonais et vietnamien qui a eu lieu à Hanoi (et au cours de laquelle le Japon a de nouveau obtenu du Viet Nam l'assurance que celui-ci mènerait à bien, aussitôt que possible, sa procédure interne nécessaire à la ratification du Traité) (juillet 2004);</p> <p>6) Dans le cadre des préparatifs de la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP, le Ministre des affaires étrangères japonais a adressé au Viet Nam une lettre dans laquelle il le priait instamment de ratifier le Traité dans les meilleurs délais (avril 2005).</p> |              |
|         | 2004                        | Le Représentant permanent du Japon auprès de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, en sa qualité de Vice-Président de la Commission pour 2004, a œuvré sans relâche à l'entrée en vigueur rapide du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.  |              |
|         | Avril 2005                  | Dans le cadre des préparatifs de la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en 2005, le Ministre japonais des affaires étrangères a adressé aux <b>11 États dont la ratification n'a toujours pas été obtenue</b> une lettre dans laquelle il leur demandait de faire le nécessaire pour que le Traité entre en vigueur.  |              |
| Norvège | Septembre 2003-juillet 2005 | La Norvège a abordé, le cas échéant, la question du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires lors des consultations bilatérales politiques qu'elle a tenues avec certains <b>États dont le nom figure à l'annexe 2.</b>  |              |

| <i>État</i>   | <i>Date</i>                   | <i>Activités et contexte</i>  | <i>Observations</i>  |
|---|-------------------------------|---|--|
|   |                               | La Norvège a versé des contributions volontaires pour financer les activités de sensibilisation qui ont bénéficié à des États dont le nom figure à l'annexe 2 tels que l' <b>Égypte</b> et le <b>Viet Nam</b> .   |  |
| Pays-Bas  | Septembre 2004-<br>avril 2005 | Le Représentant spécial de la Conférence tenue en application de l'article XIV a été chargé de promouvoir l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Durant la période à l'examen, ce représentant s'est rendu dans les pays visés à l'annexe 2 ci-après : <b>Chine, Pakistan et Viet Nam</b> .     | L'article XIV a pour rôle de fournir aux États tant signataires que non signataires des informations sur l'importance que revêt le TNP dans le contexte plus large de la limitation des armes nucléaires, du désarmement et de la non-prolifération afin de faciliter l'entrée en vigueur rapide de ce traité. |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 23 juin 2004                  | Dans le cadre des activités du Représentant spécial de la Conférence tenue en application de l'article XIV, des contacts ont été pris avec M. Wang Ni, Directeur adjoint de la section nucléaire au Ministère <b>chinois</b> des affaires étrangères.   | M. Wang a confirmé que la Chine continuait d'appuyer le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. À l'heure actuelle, des consultations sont en cours avec certains experts et groupes de réflexion.   |
|   | 24 juin 2004                  | Dans le cadre des activités du Représentant spécial de la Conférence tenue en application de l'article XIV, des contacts ont été pris avec M. Srivastava, Secrétaire adjoint au désarmement et aux affaires de sécurité internationales de l'Inde, ainsi qu'avec M. Kurshid, un membre important du Parti du Congrès en <b>Inde</b> . | MM. Srivastava et Kurshid ont donné l'assurance que leur pays ne ferait pas obstacle au Traité et maintiendrait son moratoire sur les explosions expérimentales.   |
|   | 30 juin 2004                  | M. Rolliansyah Soemirat, du Département de la sécurité internationale des affaires de désarmement au Ministère <b>indonésien</b> des affaires étrangères, a été contacté dans le cadre des activités du Représentant spécial de la Conférence tenue en application de l'article XIV.  | Bien qu'aucune date n'ait été fournie concernant la ratification, des progrès auraient été accomplis dans l'élaboration des textes de loi régissant la procédure de ratification.  |
|   | 9 juillet 2004                | Dans le cadre des activités du Représentant spécial de la Conférence sur l'article XIV, une réunion avec M. Vuong Huu Tan, Président de la Commission <b>vietnamienne</b> de l'énergie atomique, a eu lieu.   | Un Comité directeur national chargé de coordonner le processus de ratification au Viet Nam a été mis sur pied.   |

| <i>État</i>      | <i>Date</i>                 | <i>Activités et contexte</i>  | <i>Observations</i>   |
|------------------|-----------------------------|---|---|
|                  | 14 juillet 2004             | Dans le cadre des activités du Représentant spécial de la Conférence tenue en application de l'article XIV, une réunion s'est tenue avec M. Nassir Hussein, Directeur général pour le désarmement au Ministère <b>pakistanaï</b> s des affaires étrangères.   | Pour l'heure, le Pakistan ne prévoit pas de signer le Traité. |
| Ukraine          | Septembre 2003-<br>mai 2005 | L'Ukraine a maintenu des contacts réguliers avec deux <b>États visés à l'annexe 2, qui n'ont pas encore ratifié le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires</b> . Lors de réunions sur la question, elle a profité de chaque occasion pour souligner qu'il était important que le Traité entre rapidement en vigueur et que les États susmentionnés le ratifient. |   |
| Union européenne | 2004                        | Dans le courant de l'année 2004, la présidence de l'Union européenne a effectué des démarches auprès de la <b>Colombie</b> , de l' <b>Égypte</b> , de l' <b>Iran (République islamique d')</b> , d' <b>Israël</b> et de la <b>République populaire démocratique de Corée</b> , pour promouvoir l'entrée en vigueur du Traité.   |   |

| <i>État</i>  | <i>Date</i>                 | <i>Activités et contexte</i>   | <i>Observations</i> |
|--|-----------------------------|--|---------------------|
| <b>1. Niveau bilatéral</b>   |                             |  |                     |
| <b><i>1. b) Activités relatives aux États visés à l'annexe 2</i></b> |                             |  |                     |
| Australie  | 2003-2005                   | Depuis la Conférence tenue en 2003 en application de l'article XIV du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, l'Australie mène des activités de sensibilisation afin d'encourager les <b>États non visés à l'annexe 2</b> (notamment les <b>pays d'Asie du Sud-Est, du Pacifique et de l'Extrême-Orient</b> , dont la <b>Thaïlande</b> ) qui ne l'ont pas encore fait à ratifier et/ou à signer le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. |                     |
|  | 2005                        | L'Australie a fourni des encouragements et une assistance à <b>Vanuatu</b> afin de l'inciter à ratifier le Traité.   |                     |
| France   | Septembre 2003-mai 2005     | La France a maintenu des contacts réguliers avec les <b>États non visés à l'annexe 2 qui n'ont pas encore ratifié le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires</b> . Lors des débats qui se sont tenus durant ces contacts, la France a rappelé à chaque occasion aux États susmentionnés l'importance qu'elle attachait à l'entrée en vigueur du Traité.   |                     |
| Japon  | Septembre 2003-mai 2005     | Le Japon a encouragé les <b>États qui ne l'avaient pas encore fait à ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires</b> , en fournissant notamment une assistance dans le domaine des techniques de surveillance sismique, aux fins de la mise en place du Système international de surveillance.  |                     |
| Norvège  | Septembre 2003-juillet 2005 | La Norvège a, lorsqu'il y avait lieu, abordé la question du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires lors des consultations politiques bilatérales qu'elle a tenues avec certains <b>États non visés à l'annexe 2</b> .  |                     |

| État               | Date          | Activités et contexte   | Observations   |
|--------------------|---------------|---|--|
|                    |               | La Norvège a financé à l'aide de contributions volontaires certaines activités de sensibilisation qui ont bénéficié à des États visés à l'annexe 2 comme l' <b>Érythrée</b> , la <b>République-Unie de Tanzanie</b> et le <b>Soudan</b> .   |  |
| Pays-Bas           | 2004          | Pendant la période durant laquelle ils ont assuré la présidence de l'Union européenne, les Pays-Bas ont effectué auprès de <b>plusieurs États</b> des démarches visant à promouvoir l'entrée en vigueur du Traité.  |  |
|                    | 2005          | Les Pays-Bas ont parrainé un projet sur la <b>coopération internationale et les activités de sensibilisation du Secrétariat technique provisoire</b> .  | Le projet a pour but de mieux faire comprendre ce qu'est le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, aux parties prenantes gouvernementales de certains États situés dans des régions géographiques précises ( <b>Afrique, Amérique latine et Caraïbes, Asie du Sud-Est, Pacifique et Extrême-Orient</b> ) et qui n'ont pas ratifié le Traité, et de les aider ainsi à mener à bien la procédure interne qu'ils doivent suivre pour ratifier le Traité. |
| République tchèque | Mai-juin 2005 | La République tchèque a versé à la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires une contribution volontaire d'un montant de 450 000 couronnes tchèques (15 000 euros). Cette contribution a pour objet de financer une visite d'information et un séminaire de formation organisés à l'intention de spécialistes <b>d'États d'Europe du Sud-Est (ex-République yougoslave de Macédoine et Serbie-et-Monténégro) et d'Asie centrale (Kirghizistan, Ouzbékistan et Tadjikistan)</b> en vue de promouvoir plus avant le Traité. | La contribution volontaire tchèque a servi à financer deux visites d'information au Secrétariat technique provisoire et un séminaire de formation tenu au Centre de données nationales tchèque, organisés à l'intention de spécialistes de l'ex-République yougoslave de Macédoine et de Serbie-et-Monténégro en mai 2005, et de spécialistes du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan en juin 2005.  |

| <i>État</i>   | <i>Date</i>   | <i>Activités et contexte</i>   | <i>Observations</i>  |
|---|---------------|--|--|
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | Mars 2004     | Des contacts ont été pris avec <b>Saint-Kitts-et-Nevis</b> afin de faciliter une visite du Secrétariat technique provisoire dans ce pays.  | La visite du Secrétariat technique provisoire a été facilitée. Saint-Kitts-et-Nevis a signé le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires le 23 mars 2004 et l'a ratifié le 27 avril 2005.   |
|   | Mars 2004     | Avant la visite du Secrétaire exécutif, les contacts ont été pris avec M <sup>me</sup> Patricia E. J. Rodgers, Secrétaire permanente au Ministère des affaires étrangères des <b>Bahamas</b> . | On a appris que la question de la signature et de la ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires par les Bahamas était à l'examen. Les Bahamas ont signé le Traité le 4 février 2005.   |
|   | Mars 2004     | Avant la visite du Secrétaire exécutif, des contacts ont été pris avec M <sup>me</sup> Theresa Marshall, Secrétaire permanente au Ministère des affaires étrangères de la <b>Barbade</b> .     | La Barbade est favorable au Traité, mais elle craint également les charges administratives inhérentes à la ratification d'instruments internationaux.  |
|   | Mars 2004     | Avant la visite que le Secrétaire exécutif avait prévu d'effectuer à Cuba, un rendez-vous avec les autorités compétentes <b>cubaines</b> a été demandé.  | Aucune réponse à cette demande n'a été reçue. La mission du Secrétaire exécutif a été reportée.  |
|   | Mars 2004     | Avant la visite du Secrétaire exécutif, des contacts ont été pris avec M. Eden Charles, fonctionnaire au Ministère des affaires étrangères de <b>Trinité-et-Tobago</b> .                       | On espère que Trinité-et-Tobago signera le Traité sous peu. Les autorités de ce pays se sont déclarées particulièrement intéressées par les activités de surveillance sismique et météorologique.  |
|   | Juin 2004     | M. Eden Charles, fonctionnaire au Ministère des affaires étrangères de Trinité-et-Tobago, a été contacté à la suite de la visite du Secrétaire exécutif dont il est fait mention plus haut.    | Les documents à signer ont été soumis aux instances législatives, qui sont en train de les examiner. Toutefois, la procédure a pris un retard considérable. Trinité-et-Tobago a exprimé le souhait d'accueillir un séminaire régional sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. |
|   | Décembre 2004 | Dans le cadre de la visite du Secrétaire exécutif, différents responsables gouvernementaux ont été contactés au <b>Timor-Leste</b> .   | Le Royaume-Uni a aidé à organiser des réunions et à fournir un appui logistique en prévision de la visite du Secrétaire exécutif.  |

| <i>État</i> | <i>Date</i>                 | <i>Activités et contexte</i>  | <i>Observations</i>   |
|-------------|-----------------------------|---|---|
|             | 2005                        | Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a œuvré en faveur de la ratification par <b>Vanuatu</b> du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, en finançant notamment les honoraires d'un juriste du Département des affaires étrangères de Vanuatu, en vue de faciliter la ratification d'un certain nombre de traités, dont le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. | Ces efforts sont sur le point d'aboutir, le High Commissioner du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Port-Vila (Vanuatu) ayant informé la Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord qu'un projet de loi portant ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires a été adopté par le Parlement et attend l'approbation du Président, qui ne saurait tarder. |
| Ukraine     | Septembre 2003-<br>mai 2005 | L'Ukraine a maintenu des contacts réguliers avec certains <b>États d'Europe orientale non visés à l'annexe 2</b> qui n'ont pas encore ratifié le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Lors de réunions sur la question, l'Ukraine a profité de chaque occasion pour souligner qu'il était important que le Traité entre rapidement en vigueur et soit ratifié par les États susmentionnés.     |   |



| État                          | Date              | Activités et contexte   | Observations   |
|-------------------------------|-------------------|---|--|
| <b>2. Niveau multilatéral</b> |                   |   |  |
| <b>2. a) Mondial</b>          |                   |   |  |
| Australie                     | Septembre 2003    | L'Australie a coparrainé le texte sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires qui a été adopté en tant que résolution de l' <b>Assemblée générale</b> .   |  |
|                               | Septembre 2004    | L'Australie a coparrainé le texte sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires adopté par l' <b>Assemblée générale</b> .   |  |
|                               | 23 septembre 2004 | L'Australie a assisté à la <b>Réunion des Amis du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires</b> qui s'est tenue en marge des sessions de l' <b>Assemblée générale</b> et elle a signé la <i>Déclaration ministérielle conjointe*</i> publiée à l'issue de cette réunion.   | La Déclaration ministérielle conjointe a été signée par 69 autres ministres des affaires étrangères, qui ont réitéré leur appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. |
|                               | 24 mars 2005      | L'Australie a été approuvée en tant que pays coordonnateur de la mise en œuvre de l'article XIV du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires pour 2005-2006 et elle a obtenu la présidence désignée de la <b>Conférence de 2005 tenue en application de l'article XIV sur les moyens de hâter l'entrée en vigueur du Traité</b> , qui doit se tenir à New York, du 21 au 23 septembre 2005.  |  |
|                               | Mai 2005          | Dans le cadre des préparatifs de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2005, l'Australie a prié instamment le <b>Brunéi Darussalam</b> , la <b>Chine</b> , l' <b>Égypte</b> , l' <b>Indonésie</b> , l' <b>Iran (République islamique d')</b> , <b>Israël</b> , le <b>Myanmar</b> , la <b>Thaïlande</b> , le <b>Timor-Leste</b> et le <b>Viet Nam</b> de signer et/ou de ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. |  |

\* Les titres des résolutions et déclarations apparaissent en italique.

| État   | Date              | Activités et contexte  | Observations   |
|--------|-------------------|--|--|
| Canada | Septembre 2003    | Le Canada a coparrainé le texte adopté en tant que résolution de l' <b>Assemblée générale</b> sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.   |  |
|        | Septembre 2003    | Le Canada a voté en faveur de la résolution de la <b>Coalition pour un nouvel ordre du jour</b> intitulée <i>Vers un monde exempt d'armes nucléaires : un nouvel ordre du jour</i> .   | La résolution souligne qu'il est urgent que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires entre rapidement en vigueur.   |
|        | Février 2004      | Le Canada a participé aux débats du <b>Groupe de contact sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires</b> et il a été le Représentant spécial de la Conférence tenue en application de l'article XIV.   |  |
|        | Mars 2004         | Le Ministre canadien des affaires étrangères a pris la parole devant la <b>Conférence du désarmement</b> .   | Dans son discours, le Ministre a réaffirmé que le Canada était favorable à ce que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires entre rapidement en vigueur, et il a rappelé qu'il avait écrit à tous les ministres des affaires étrangères des États qui n'avaient pas encore ratifié le Traité en les priant instamment de le faire. |
|        | Septembre 2004    | Le Canada a coparrainé le texte adopté en tant que résolution de l' <b>Assemblée générale</b> sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.   |  |
|        | Septembre 2004    | Le Canada a voté en faveur de la résolution de la <b>Coalition pour un nouvel ordre du jour</b> telle que révisée intitulée <i>Accélération de la mise en œuvre des engagements en matière de désarmement nucléaire</i> .  | La résolution demande aux États de faire en sorte que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires entre rapidement en vigueur.   |
|        | 23 septembre 2004 | Le Ministre canadien des affaires étrangères a assisté à la <b>Réunion des Amis du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires</b> qui s'est tenue en marge des travaux de l' <b>Assemblée générale</b> , et il a signé la <i>Déclaration ministérielle conjointe</i> publiée à l'issue de cette réunion. | La Déclaration ministérielle conjointe a été signée par 69 autres ministres des affaires étrangères, qui ont réitéré leur appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.   |

| État                 | Date              | Activités et contexte   | Observations   |
|----------------------|-------------------|---|--|
|                      | Mai 2005          | À la <b>Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en 2005</b> , le Canada a soumis son rapport sur la mise en œuvre du TNP.  | <p>Le rapport présente notamment les mesures qu'a prises le Canada pour appliquer intégralement les dispositions du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et promouvoir son entrée en vigueur. Dans sa déclaration nationale, le Canada a en outre demandé à tous les États qui ne l'avaient pas encore fait, et dont la ratification est nécessaire pour que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires entre en vigueur, de devenir parties à ce traité.</p> <p>Dans ses conclusions, l'Ambassadeur du Canada chargé du désarmement a souligné que l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, l'objectif prioritaire défini lors des précédentes conférences des Parties chargées d'examiner le TNP, ne peut être ignorée indéfiniment par la communauté internationale. Nous nous consulterons avec d'autres États concernés lors des préparatifs de la Conférence sur l'entrée en vigueur du Traité qui doit se tenir en septembre prochain, pour garantir que cet instrument qui permet de lutter énergiquement contre la prolifération horizontale et verticale puisse être pleinement mis en œuvre.</p> |
| Fédération de Russie | 23 septembre 2004 | Le Ministre russe des affaires étrangères a assisté à la <b>Réunion des Amis du Traité d'interdiction complète des essais nucléaire</b> qui s'est tenue en marge des travaux de l' <b>Assemblée générale</b> , et il a coparrainé la <i>Déclaration ministérielle conjointe</i> publiée à l'issue de cette réunion. | La Déclaration ministérielle conjointe a été signée par 69 autres ministres des affaires étrangères qui ont réitéré leur appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.  |
| France               |                   | La France saisit toutes les occasions que lui offrent les différents forums multilatéraux ( <b>Organisation des Nations Unies, Conférence des Parties</b>   |  |

| État  | Date           | Activités et contexte   | Observations |
|-------|----------------|---|--------------|
|       |                | <p><b>chargée d'examiner le TNP en 2005, Conférence sur le désarmement)</b> pour promouvoir l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. En outre, elle participe à toutes les initiatives prises dans le cadre de l'Union européenne qui visent à faciliter cette entrée en vigueur.</p> |              |
| Japon | Septembre 2003 | <p>Le Ministre japonais des affaires étrangères a pris la parole devant la <b>Conférence du désarmement</b>, soulignant qu'il était important que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires entre rapidement en vigueur.</p>  |              |
|       | Septembre 2003 | <p>Le Japon a coparrainé le texte adopté en tant que résolution de l'<b>Assemblée générale</b> sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.</p>   |              |
|       | Septembre 2003 | <p>Le Japon a souligné l'importance que revêtait l'entrée en vigueur rapide du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires en soumettant un texte sur le désarmement nucléaire qui a été adopté en tant que résolution de l'<b>Assemblée générale</b>.</p>   |              |
|       | Mai 2004       | <p>Le Japon a tenu, de concert avec l'Allemagne, une <b>réunion d'experts sur les applications civiles et scientifiques potentielles des techniques de vérification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires</b>, qui s'est tenue à Berlin (Allemagne).</p>  |              |
|       | Septembre 2004 | <p>Le Japon a coparrainé la résolution de l'<b>Assemblée générale</b> sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.</p>  |              |
|       | Septembre 2004 | <p>Le Japon a souligné l'importance que revêtait l'entrée en vigueur rapide du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires en présentant un texte sur le désarmement nucléaire qui a été adopté en tant que résolution de l'<b>Assemblée générale</b>.</p>   |              |

| État    | Date                        | Activités et contexte   | Observations  |
|---------|-----------------------------|---|---|
|         | 23 septembre 2004           | Le Ministre japonais des affaires étrangères a coorganisé la <b>Réunion des Amis du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires</b> qui s'est tenue en marge des travaux de l' <b>Assemblée générale</b> , et il a signé la <i>Déclaration ministérielle conjointe</i> publiée à l'issue de cette réunion.   | La Déclaration ministérielle conjointe a été signée par 69 autres ministres des affaires étrangères qui ont réitéré leur appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. |
|         | Mai 2005                    | Le Japon a organisé la <b>Réunion informelle des Amis du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires</b> , qui s'est tenue lors de la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en 2005.  |   |
|         | Mai 2005                    | Le Ministre japonais des affaires étrangères a insisté sur la nécessité d'une entrée en vigueur rapide du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires dans l'allocution qu'il a prononcée à la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en 2005, et en proposant 21 mesures pour le XXI <sup>e</sup> siècle.   |   |
| Maroc   | Septembre 2003-<br>mai 2005 | Durant la période à l'examen, le Maroc n'a cessé d'appuyer les résolutions de l' <b>Assemblée générale</b> relatives au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.<br><br>Le Maroc participe régulièrement aux <b>sessions de la Commission préparatoire du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires</b> ainsi qu'aux <b>réunions de ses organes subsidiaires</b> .<br><br>Le Maroc participe à <b>toutes les consultations qui visent à promouvoir le Traité et à accélérer son entrée en vigueur</b> . |   |
| Mexique | Septembre 2003              | En tant que membre de la <b>Coalition pour un nouvel ordre du jour</b> , le Mexique a parrainé la résolution de cette coalition intitulée <i>Vers un monde exempt d'armes nucléaires : un nouvel ordre du jour</i> .  |   |

| État    | Date                            | Activités et contexte  | Observations  |
|---------|---------------------------------|--|---|
|         | Septembre 2004                  | En tant que membre de la <b>Coalition pour un nouvel ordre du jour</b> , le Mexique a parrainé la résolution de cette coalition intitulée <i>Accélérer la mise en œuvre des engagements pris en matière de désarmement nucléaire</i> .   |   |
|         | 21 septembre 2004               | Lors de la cinquante-neuvième session de la Première Commission de l' <b>Assemblée générale</b> , le Mexique a publié, de concert avec les États membres de la <b>Coalition pour un nouvel ordre du jour</b> , dans le <i>International Herald Tribune</i> , un article dans lequel il demandait instamment l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. |   |
|         | 23 septembre 2004               | Le Mexique a coparrainé la Déclaration ministérielle conjointe publiée le 23 septembre 2004, à l'issue de la réunion tenue en marge de la session de l' <b>Assemblée générale</b> .  |   |
|         | Décembre 2003-<br>décembre 2004 | Le Mexique a présenté, de concert avec l'Australie et avec la Nouvelle-Zélande, lors des débats de la Première Commission, des textes qui ont été adoptés en tant que résolutions 58/71 et 59/109 de l' <b>Assemblée générale</b> et qui étaient intitulés <i>Traité d'interdiction complète des essais nucléaires</i> .   |   |
|         | Mai 2005                        | En tant que membre de la <b>Coalition pour un nouvel ordre du jour</b> , le Mexique a parrainé la <i>Déclaration liminaire</i> de cette coalition ainsi que les <i>recommandations qu'il a adressés à la Grande Commission I</i> de la <b>Conférence des Parties chargée de l'examen du TNP en 2005</b> .  | Recommandation 1 : Convenir que tous les États ne devraient épargner aucun effort pour parvenir à l'adhésion universelle au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et pour assurer sans tarder l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. |
| Nigéria | 23 septembre 2004               | Le Ministre des affaires étrangères du Nigéria a assisté à la <b>Réunion des Amis du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires</b> qui s'est tenue en marge des travaux de l' <b>Assemblée</b>  | La Déclaration ministérielle conjointe a été signée par 69 autres ministres des affaires étrangères qui ont réitéré leur appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.   |

| État    | Date                         | Activités et contexte  | Observations  |
|---------|------------------------------|--|---|
|         |                              | <b>générale</b> , et il a signé la <i>Déclaration ministérielle conjointe</i> publiée à l'issue de cette réunion.  |   |
|         | Septembre 2003-<br>juin 2005 | Pendant la période à l'examen, le Nigéria n'a cessé d'appuyer les résolutions de l' <b>Assemblée générale</b> relatives au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.<br><br>Le Nigéria participe régulièrement aux sessions de <b>la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires</b> ainsi qu'aux <b>réunions de ses organes subsidiaires</b> .<br><br>Le Nigéria participe à toutes les <b>consultations visant à promouvoir le Traité et à accélérer son entrée en vigueur</b> . |   |
| Norvège | Septembre 2003               | La Norvège a coparrainé le texte sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires qui a été adopté en tant que résolution de l' <b>Assemblée générale</b> .   |   |
|         | Septembre 2004               | La Norvège a coparrainé la résolution de l' <b>Assemblée générale</b> relative au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.  |   |
|         | 23 septembre 2004            | Le Ministre norvégien des affaires étrangères a coorganisé la <b>Réunion des Amis du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires</b> qui s'est tenue en marge des travaux de l' <b>Assemblée générale</b> , et il a signé la <i>Déclaration ministérielle conjointe</i> publiée à l'issue de cette réunion.   | La Déclaration ministérielle conjointe a été signée par 69 autres ministres des affaires étrangères qui ont réitéré leur appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. |
|         | Mai 2005                     | La Norvège a réaffirmé qu'il était nécessaire que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires entre rapidement en vigueur, à la <b>Conférence des Parties chargée de l'examen du TNP en 2005</b> .   |   |

| <i>État</i>         | <i>Date</i>                       | <i>Activités et contexte</i>  | <i>Observations</i>   |
|---------------------|-----------------------------------|---|---|
| Pays-Bas            | 23 septembre 2004                 | Le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas a assisté, au nom de l'Union européenne, à la <b>Réunion des Amis du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires</b> qui s'est tenue en marge des travaux de l' <b>Assemblée générale</b> , et il a signé la <i>Déclaration ministérielle conjointe</i> publiée à l'issue de cette réunion. | Le Déclaration ministérielle conjointe a été signée par 69 autres ministres des affaires étrangères qui ont réitéré leur appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.<br><br>Le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas a souligné, au nom de l'Union européenne, l'importance que celle-ci attachait à l'entrée en vigueur rapide du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. |
| République de Corée | 23 septembre 2004                 | Le Ministre des affaires étrangères de la République de Corée a assisté à la <b>Réunion des Amis du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires</b> qui s'est tenue en marge des travaux de l' <b>Assemblée générale</b> , et il a signé la <i>Déclaration ministérielle conjointe</i> publiée à l'issue de cette réunion.                   | La Déclaration ministérielle conjointe a été signée par 69 ministres des affaires étrangères qui ont réitéré leur appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.  |
| Turquie             | Septembre 2003                    | La Turquie a coparrainé la résolution de l' <b>Assemblée générale</b> relative au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.   |   |
|                     | Septembre 2004                    | La Turquie a coparrainé la résolution de l' <b>Assemblée générale</b> relative au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.   |   |
|                     | Septembre 2004                    | Le Vice-Premier Ministre et le Ministre des affaires étrangères de la Turquie ont assisté à la <b>Réunion des Amis du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires</b> qui s'est tenue en marge de l' <b>Assemblée générale</b> , et ils ont signé la <i>Déclaration ministérielle conjointe</i> publiée à l'issue de cette réunion.          |   |
| Ukraine             | Septembre 2003-<br>septembre 2004 | L'Ukraine a coparrainé la résolution de l' <b>Assemblée générale</b> relative au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.  |   |



| <i>État</i> | <i>Date</i>    | <i>Activités et contexte</i>  | <i>Observations</i> |
|-------------|----------------|---|---------------------|
|             | Septembre 2004 | Le Ministre ukrainien des affaires étrangères a assisté à la <b>Réunion des Amis du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires</b> qui s'est tenue en marge des travaux de l' <b>Assemblée générale</b> et il a signé la <i>Déclaration ministérielle conjointe</i> publiée à l'issue de cette réunion. |                     |

| État                          | Date                | Activités et contexte   | Observations   |
|-------------------------------|---------------------|---|--|
| <b>2. Niveau multilatéral</b> |                     |   |  |
| <b>2. b) Régional</b>         |                     |   |  |
| Azerbaïdjan                   | 13-14 décembre 2004 | L'Azerbaïdjan a accueilli la <b>Réunion de suivi d'experts sur la création d'un centre de coopération régional pour l'application du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, destiné aux États d'Asie centrale et du Caucase.</b> Vingt-trois représentants des neuf États ci-après ont participé à cette réunion : <b>Azerbaïdjan, Fédération de Russie, Géorgie, Kirghizistan, Ouzbékistan, République de Moldova, Tadjikistan, Turquie et Ukraine.</b> | La réunion a permis d'échanger des informations et des données d'expérience relatives à l'application effective du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, et d'examiner la possibilité de réfléchir à la création éventuelle du centre de coopération régional prévu.   |
|                               | 25-27 mars 2005     | L'Azerbaïdjan a accueilli un <b>Atelier sur la coopération internationale en ce qui concerne le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, organisé à l'intention des États d'Asie centrale et du Caucase.</b> Ont participé à cet atelier des représentants des huit États ci-après de la sous-région : <b>Azerbaïdjan, Fédération de Russie, Géorgie, Iran (République islamique d'), Kirghizistan, Ouzbékistan, République de Moldova et Turquie.</b>     | L'Atelier a permis de mieux faire connaître le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et de renforcer la coopération entre les États participants, en recherchant des moyens de promouvoir le Traité dans la sous-région.<br><br>En marge des travaux de cet atelier, le Secrétaire exécutif s'est entretenu avec le Président de la République, le Ministre des affaires étrangères et le Président de l'Académie des sciences, qui ont tous réitéré le plein soutien de l'Azerbaïdjan au Traité. |
| Canada                        | Juin 2004           | Dans le cadre de l' <b>Organisation des États américains</b> , le Canada a coparrainé la résolution AG/RES 2008 (XXXIV-O/04) intitulée <i>Appui interaméricain au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.</i>   | La résolution reconnaît notamment l'importance du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires pour le renforcement des régimes de non-prolifération et de désarmement et à titre de contribution à la consolidation et au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Elle réaffirme en outre la nécessité d'assurer l'universalité de ce traité, prie instamment les États de l'hémisphère de mettre en œuvre les mesures adoptées à la Conférence tenue                                    |

| État    | Date          | Activités et contexte   | Observations  |
|---------|---------------|---|---|
|         | 2004          | Au nom de l' <b>Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)</b> , le Canada a plaidé en faveur d'un appui de cette organisation à la ratification, l'entrée en vigueur dans les meilleurs délais et l'application intégrale du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. | <p>en application de l'article XIV, et les États qui ne l'ont pas encore fait de signer et de ratifier le Traité.</p> <p>Cette position s'exprime dans la Feuille d'information mise à jour de 2004 qui fait état de la détermination et du réalisme dont font preuve les membres de l'OTAN dans la mise en œuvre d'un programme de maîtrise des armements ambitieux et de vaste portée qui fait partie intégrante de la politique de sécurité de l'Organisation.</p> |
|         | 2005          | Dans le cadre de l' <b>Organisation des États américains</b> , le Canada a coparrainé le projet de résolution AG/doc.4425/05 intitulé <i>Appui interaméricain au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires</i> .   | La résolution, qui réitère son appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires dans les mêmes termes que le fait la résolution AG/RES 2008 (XXXIV-O/04), a été approuvée sous forme de projet et a été soumise à la trente-cinquième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains devant se tenir du 5 au 7 juin 2005.  |
| Mexique | Novembre 2003 | Le Mexique a parrainé le texte de la résolution CG/Res. 49 intitulé <i>Traité d'interdiction complète des essais nucléaires</i> qui a été adoptée par l' <b>Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes</b> (OPANAL).                        |   |
|         | Juin 2004     | Dans le cadre de l' <b>Organisation des États américains</b> , le Mexique a parrainé la résolution AG/RES 2008 (XXXIV-O/04) intitulée <i>Appui interaméricain au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires</i> .   | La résolution reconnaissait notamment l'importance du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires pour le renforcement des régimes de non-prolifération et de désarmement et à titre de contribution à la consolidation et au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Elle réaffirme en outre la « nécessité d'assurer l'universalité du Traité » et « prie instamment les États de l'hémisphère  |

| État | Date       | Activités et contexte  | Observations  |
|------|------------|--|---|
|      |            |  | de mettre en œuvre » les mesures adoptées à la Conférence tenue en 2003 en application de l'article XIV, et les États qui ne l'ont pas encore fait de signer et de ratifier ce traité.  |
|      | Avril 2005 | Le Mexique a accueilli la <b>Conférence des Parties au Traité portant création de zones exemptes d'armes nucléaires et des États qui en sont signataires</b> , et il a parrainé la <i>Déclaration</i> publiée à l'issue de cette conférence.   | Au paragraphe 23 de la Déclaration libellée comme suit : « Nous réaffirmons notre position en faveur de la suppression totale des essais nucléaires et insistons sur l'importance de l'adhésion universelle au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires comprenant celle des États dotés d'armes nucléaires, traité qui, entre autres, devrait contribuer au processus de désarmement nucléaire. Nous soulignons qu'il est essentiel de maintenir le moratoire sur les essais explosifs d'armes nucléaires ou sur les explosions nucléaires quelles qu'elles soient jusqu'à l'entrée en vigueur de ce traité. Nous réitérons que, si les objectifs de ce traité devaient être atteints, ce serait essentiellement grâce à l'engagement constant de tous les signataires, et plus particulièrement des États dotés d'armes nucléaires, vis-à-vis du désarmement nucléaire. » |
|      | Avril 2005 | Le Mexique a facilité l'organisation d'un <b>colloque visant à mieux faire connaître le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires</b> , qui s'est tenu parallèlement à la <b>Conférence des parties au Traité portant création de zones exemptes d'armes nucléaires et des États signataires de ces instruments</b> . | Plusieurs délégations et représentants d'organisations internationales et régionales et d'organisations non gouvernementales ont assisté au colloque.   |
|      | Juin 2005  | Dans le cadre de l' <b>Organisation des États américains</b> , le Mexique a coparrainé le projet de résolution AG/doc.4425/05 intitulé <i>Appui interaméricain au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires</i> .   | La résolution qui réitère son appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires [résolution AG/RES 2008 (XXXIV-O/04)] a été approuvée sous forme de projet et soumise à la trente-cinquième session   |

| <i>État</i> | <i>Date</i>         | <i>Activités et contexte</i>   | <i>Observations</i>   |
|-------------|---------------------|--|---|
|             |                     |  | ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains devant se tenir du 5 au 7 juin 2005. |
| Ukraine     | Septembre 2003-2005 | Conformément à la mesure énoncée à l'alinéa d) de l'article XIV de la Déclaration finale de la Conférence, l'Ukraine a été ajoutée à la liste des pays chargés d'aider le coordonnateur à promouvoir les activités visant à accélérer l'entrée en vigueur du Traité.   |   |
|             | 2004                | L'Ukraine a accueilli un <b>cours régional destiné aux exploitants de stations terriennes à très petites antennes, et de centres de collectes de données nationales</b> , conçus sur le modèle de la station sismologique primaire PS45 et du Centre ukrainien de collecte de données nationales. Vingt-deux représentants originaires des États ci-après ont participé à ce cours : <b>Arménie, Australie, Autriche, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Kazakhstan, Kirghizistan, Roumanie et Zambie.</b> |   |